



## Nicaragua : la loi des compagnies bananières

Par [Jesus Ramirez Cuevas](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 13 septembre 2005

[La Jornada \(original en espagnol\)](#) 21 août 2005

A Ciudad Nemagon vivent des centaines de personnes malades à cause d'un puissant pesticide du même nom, qui tue non seulement les nématodes de la banane mais aussi les personnes. Ce produit a été utilisé abondamment par des entreprises bananières états-uniennes au Nicaragua et dans d'autres pays, même après avoir été interdit aux Etats-Unis quand ses effets cancérigènes ont été prouvés. Les puissantes transnationales qui l'ont fabriqué et utilisé font pression pour que, dans le cadre de l'accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Amérique Centrale [1], les plaintes de plus de vingt mille paysans malades soient oubliées.

En 1984, le Nicaragua a porté devant le Tribunal international de justice de La Haye une affaire dans laquelle il dénonçait les agressions constantes qu'il subissait de la part des Etats-Unis. Pour les sandinistes, qui étaient entrés triomphalement dans Managua depuis à peine cinq ans [2], la victoire de la révolution n'a pas été la fin de la guerre mais le début de nouvelles agressions financées et dirigées depuis Washington. Pour les Nicaraguayens, ces années-là ont été des années difficiles qui ont coûté la vie à plus de quarante mille personnes.

Devant les nombreuses preuves présentées, le Tribunal international a condamné les Etats-Unis en 1987 pour la destruction de vies et de biens du gouvernement et du peuple nicaraguayen. Le jugement ordonnait le paiement d'une indemnisation évaluée à 17 milliards de dollars. Washington rejeta le jugement et ne reconnut plus la juridiction du Tribunal. Washington obligea ensuite le Nicaragua à retirer sa plainte et mit son veto sur deux résolutions à l'initiative du pays centraméricain qui appelaient les pays membres à respecter la légalité internationale. Pour les Nicaraguayens malades, la justice n'est jamais venue.

Mais ces 17 milliards résonnent de nouveau dans les tribunaux du Nicaragua. Cette fois-ci, ils ne concernent pas deux pays mais six compagnies transnationales et quelques vingt mille paysans qui exigent le paiement de cette somme comme indemnisation pour avoir été exposés à des pesticides toxiques. Un des premiers effets de l'approbation du Traité de libre-échange d'Amérique centrale serait de freiner les requêtes des paysans ou de les neutraliser avec les nouvelles lois commerciales. Ces lois ont été soigneusement revues par la Chambre de commerce des Etats-Unis dont fait partie une des compagnies accusées, la Dow Chemical Company.

Pendant que les députés nicaraguayens délibèrent sur le traité, quelques 600 personnes, dont des nourrissons et des personnes âgées, originaires pour la plupart du département de Chinandega [3], campent depuis cinq mois face au bâtiment de l'Assemblée nationale. Le

campement a déjà été baptisé Ciudad Nemagon, parce que s'y trouvent des centaines de personnes affectées par le puissant pesticide du même nom, qui tue non seulement les nématodes de la banane mais aussi les personnes. Ce produit a été utilisé abondamment par des entreprises bananières états-uniennes au Nicaragua et dans d'autres pays d'Amérique Centrale, des Caraïbes et d'Asie, même après avoir été interdit aux Etats-Unis en 1979, quand ses effets cancérigènes ont été démontrés.

### Paysans et transnationales

« Il y a déjà eu beaucoup de morts ici, dit Paulo Martinez. Autant qu'en Irak. Mais personne ne dit rien sur ceux qui meurent ici. » Paulo a 77 ans. Il est originaire de Chinandega et il est arrivé à Managua le 2 mars après 12 jours d'une marche appelée la « marche sans retour ». Cela fait cinq mois qu'il dort dans un hamac, dans une champa (sorte de cabane) faite de plastiques noirs et de carton qu'il partage avec cinq compañeros. Assis, pendant qu'il finit sa soupe, il raconte qu'il a commencé à travailler à la plantation bananière Maria Elsa à 49 ans. Au cours des six ans qu'il a passé là-bas, il a du être transféré cinq fois en urgence à l'hôpital de Chinandega pour avoir été exposé aux produits chimiques. L'intoxication était traitée par un lavage d'estomac et du sérum. Depuis lors, Paulo n'a plus d'appétit. Il ne peut garder les aliments et il avoue qu'il n'a pas été facile de s'habituer à alimenter un estomac malade qui ne supporte même plus un morceau de viande.

Paulo a consacré sa vie entière au travail agricole. Son père a aussi été paysan, de même que son grand-père. Ils semaient du maïs, du haricot, de la patate et du yucca. S'il restait quelque chose, ils le vendaient au marché. C'est dans les années 60 que les compagnies bananières sont arrivées et que les choses sont devenues plus difficiles. La demande croissante de bananes sur le marché international a stimulé la production, et a favorisé l'extension sans contrôle des plantations des transnationales, provoquant le déplacement des anciens propriétaires et déséquilibrant les modes de production et la vie des paysans. Les entreprises ont creusé des puits d'eau plus profonds et ont détourné le cours des rivières. « Certains villages se retrouvaient sans eau, ajoute Paulo. Il n'y avait pas de travail ni d'argent pour acheter à manger. Il ne restait qu'à vendre la terre. » Les compagnies ont offert du travail au nombre croissant de paysans déplacés et chômeurs. Beaucoup d'entre eux ont fini par travailler les mêmes terres qui avaient appartenu à leur famille.

### Brève histoire d'un pays et d'un pesticide

Le climat chaud de Chinandega est excellent pour des cultures comme le coton, la banane ou la canne à sucre. Dès le XIXe siècle, les compagnies de chemin de fer ont remarqué la capacité productive de ce département situé au nord-ouest du pays. En 1863, trois ans après qu'un flibustier américain du nom de William Walker soit fusillé après avoir prétendu créer une « république indépendante », le pays accorda le premier contrat pour la construction d'un chemin de fer. En 1866, la Nicaraguan Railway Company fut fondée. Dès lors, les voies ferrées ont commencé à s'étendre à travers tout le territoire. La première section à être construite reliait le port de Corinto à Chinandega, qui vit arriver pour la première fois en 1880 une locomotive à vapeur. En six ans, le chemin de fer relia Chinandega aux villes de Leon, Managua, Masaya et Granada. Les paysans furent intégrés, plus de force que de plein gré, à la dynamique du marché international. Cela allait marquer la première époque de l'essor de la banane et le déclin des plantations de coton. Ensuite, pendant la deuxième moitié du vingtième siècle, deux conditions ont favorisé un second et plus important boom de l'industrie bananière : la construction de nouvelles routes et le développement de la « révolution verte » [4], par laquelle les grands laboratoires chimiques

et les entreprises agricoles promettaient de nouveaux et meilleurs pesticides qui détruiraient les fléaux, augmenteraient la production et en finiraient avec la faim.

Un de ces produits est le Nemagon, nom commercial du dibromochloropropane (DCBP), qui a été créé dans les laboratoires de la Dow Chemical et de la Shell pour combattre les nématodes [5] qui attaquent la plante de la banane. Ces vers microscopiques décolorent le fruit, le rendant moins attirant, ce qui pose un grave problème au marché international, si obsédé par les apparences. Le pesticide, utilisé massivement à partir des années 70, aide aussi la plante à pousser plus vite et à donner de plus grands régimes de production, mais c'est un produit chimique toxique à décomposition lente qui peut rester dans le sous-sol pendant des centaines d'années, provoquant des dommages sur les êtres vivants et sur l'environnement.

Un rapport interne de 1958 de la Dow a montré que le DBCP provoquait la stérilité et d'autres affections graves sur des rats de laboratoire. Mais c'est en 1975 que l'Agence de protection de l'environnement des Etats-Unis a déterminé que le Nemagon avait des propriétés cancérigènes. A cette époque, on en avait répandu et on en répandait des centaines de millions de litres dans les plantations de bananes dans le monde entier. Deux ans plus tard, certaines études ont démontré qu'un tiers des travailleurs qui fabriquaient le DBCP dans les laboratoires de l'Occidental Chemical Corporation étaient devenus stériles.

L'utilisation du Nemagon a été interdite aux Etats-Unis en 1979, mais l'histoire fut tout autre dans ce qu'on appelait les Républiques bananières. La Standard Fruit, qui avait déjà acheté du Nemagon pour plusieurs années menaça la Dow d'une plainte en dommages et intérêts de plusieurs millions si elle ne continuait pas à lui fournir le pesticide. Les affaires sont ainsi. Les compagnies bananières ont considéré que le produit n'était interdit qu'aux Etats-Unis, et pas dans d'autres pays, où on pouvait continuer à l'utiliser en totale impunité. Au Nicaragua, l'utilisation du Nemagon s'est poursuivie jusqu'à ce que les transnationales abandonnent le pays en 1982, et jusqu'en 1985 dans quelques plantations nationalisées par l'Etat révolutionnaire.

### Les séquelles

Le mouvement des travailleurs bananiers a commencé au début des années 90, quand ont eu lieu les premiers décès liés au produit chimique et quand le nombre de personnes affectées s'est multiplié. A cette époque, les hôpitaux de Chinandega ont commencé à recevoir beaucoup de cas de femmes qui perdaient leur enfant pendant la grossesse ou qui avaient des enfants atteints de malformations physiques. En 1997, une étude de l'Université autonome du Nicaragua (UNAN), réalisée auprès de 154 mères à l'hôpital de Chinandega, a montré que 153 présentaient un taux élevé de produits chimiques. On trouvait les traces principalement dans le lait maternel, le sang et le cordon ombilical. Deux ans plus tard, une autre étude de l'UNAN montra qu'un puits sur huit dont on avait prélevé un échantillon était contaminé. Dans les zones rurales de Chinandega, quatre pour cent seulement des foyers sont raccordés à un réseau de distribution d'eau, les autres s'approvisionnent dans des puits, des rivières ou à des sources, où on jetait la plupart des emballages qui contenaient le pesticide.

Saturnino Martinez, 62 ans, a travaillé sept ans à la plantation Paraiso. Ni son épouse ni ses sept enfants n'ont eu de contact direct avec les compagnies bananières, mais tous souffrent de quelque chose. « Quand ce poison était répandu, il atteignait tout le monde, dit Saturnino. On vivait là et on buvait l'eau, on se lavait, on lavait notre linge avec cette eau.

» Son épouse souffre des reins. Ses enfants souffrent de migraines et son dernier fils est né avec la chair à vif [6], à cause du poison. « A partir de ses seize mois, il a commencé à avoir de la peau. Sa pauvre mère, elle était là avec ses langes tout plein de sang. Aujourd'hui, il a 22 ans, il reste des traces sur sa peau et les cheveux n'ont pas encore poussés sur sa tête ».

## Le monde à l'envers

Saturnino résume ainsi l'histoire du mouvement : « Nous avons marché jusqu'à Managua à quatre occasions. La première fois, c'était en 1999 et la dernière, cette année, mais les gens s'organisaient depuis plus longtemps. Au début personne ne tenait compte de nous. Nous avons présenté plusieurs propositions mais le gouvernement les a ignorées. De sorte que nous avons dû faire pression avec des grèves de la faim et d'autres actions jusqu'à ce qu'en janvier 2001 l'Assemblée nationale approuve la loi 364. » Ladite loi, appelée Ley Especial para la Tramitación de Juicios Promovidos por las Personas Afectadas por el Uso de Pesticidas Fabricados a Base de DBCP, est aujourd'hui le seul espoir que les paysans ont d'être indemnisés, étant donné qu'elle leur permet de compter sur l'appui économique et légal de l'Etat pour lancer des procédures contre les compagnies bananières.

Grâce à cette loi, les premières plaintes contre la Shell Oil Company, Dow Chemical Company, Occidental Chemical Corporation, Standard Fruit Company, Dole Food Company et Chiquita Brands International ont été déposées en mars 2001. Un an plus tard, un tribunal nicaraguayen s'est prononcé en faveur de quelques 600 paysans, ordonnant que les transnationales paient 490 millions de dollars, mais aucune de ces compagnies n'a reconnu ce jugement et les procédures se trouvent au point mort. Ce pourrait être aussi le sort du nouveau jugement émis par la juge Socorro Toruño de Chinandega, au début de ce mois, qui a ordonné le paiement de 97 millions de dollars en faveur de 150 travailleurs après qu'aient été prouvés leurs graves dommages physiques et moraux.

La quantité d'argent en jeu est énorme. On estime que le montant total des indemnités s'élève à 17 milliards de dollars. Cette somme a attiré beaucoup d'opportunistes qui veulent une part du gâteau, parmi lesquels des cabinets juridiques et quelques leaders politiques qui disent représenter les intérêts des « malades légitimes », tout en s'accusant mutuellement d'accepter dans leurs files des gens « qui n'ont pas pelé une banane de leur vie ». Cet argument a servi aux transnationales pour dénoncer une inflation frauduleuse du nombre de malades. Ainsi, on prétend délégitimer leur lutte et faire traîner les procédures. Quelques médias se sont fait l'écho de ces accusations et les Nicaraguayens qui se méfient des paysans ne manquent pas.

A ce sujet, Saturnino Martinez remarque : « Il y a des gens qui croient que nous sommes des fainéants, comme si ça nous plaisait d'être ici depuis presque cinq mois, à cuire à cause de la chaleur, à avoir faim. Ici, il y en a un qui meurt presque chaque semaine et les journaux ne disent toujours rien. » Et il ajoute : « C'est nous qui devons faire appel. Figurez-vous que les entreprises ont argumenté que nos maladies étaient communes. Non ! Le rhume et la toux sont communs, ça a toujours existé. Mais une maladie qui dure depuis 1997 jusqu'à aujourd'hui, ne peut pas être commune. Avant, il y avait des gens qui mouraient d'insuffisance rénale ou du cancer, mais c'était un cas sur mille. Aujourd'hui, plus de 2.000 compañeros bananiers et autant de cañeros [travailleurs du secteur de la canne à sucre] sont morts. »

## Tragédie en famille

J'ai rendu visite trois fois à Digna Emérita Jiron et à son mari José de Jesus Rayo. Digna a travaillé pendant huit ans à la plantation Mercedes à emballer les bananes. Elle avait 17 ans quand elle a commencé à travailler et à 25 ans elle montrait déjà quelques-unes des gênes typiques, comme de la fièvre et des migraines. Sa soeur est morte d'un cancer et son frère est retourné à Chinandega fin juin parce que son ventre avait grossi de façon disproportionnée en à peine quelques jours.

Digna se souvient que jusqu'à il y a deux ans elle était mince. Pour le prouver elle cherche dans un sac qu'elle garde sous son hamac et sort une photo. « J'étais comme ça. Maintenant, j'ai déjà perdu mes dents. J'ai été opérée trois fois. Ils m'ont ôté la matrice et une tumeur que j'avais sous les ovaires. Ensuite ils m'ont sorti les ovaires et, à la dernière opération, le pansement s'est déchiré et ma hernie du nombril est ressortie. » Digna continue de raconter : « Je souffre depuis des années ; on croit que l'on va s'habituer mais, par après, les douleurs deviennent plus fortes. Parfois, avec le médicament, on se lève à moitié, mais on ne nous donne pas les médicaments appropriés, seulement du Diclofenax ou des comprimés pour la fièvre. »

Son mari José, 56 ans, est chef de groupe et a la charge de quelque 58 personnes. Depuis cinq mois qu'il campe face à l'Assemblée nationale, deux de ses compagnons sont morts et deux autres ont été renvoyés à Chinandega dans un état grave. José avait obtenu le grade de premier lieutenant dans l'Armée populaire sandiniste et, comme lui, beaucoup des personnes affectées et presque tous les leaders ont été des combattants du Front sandiniste. Leur expérience politique transparaît clairement dans leur capacité à organiser, ce qui leur a permis de mieux s'en sortir avec les difficultés légales et économiques des procédures ainsi que les divisions internes et l'apathie des gens. Mais leur passé sandiniste leur a aussi coûté cher. L'ancien militantisme politique des malades est tombé à pic pour les autorités qui pendant des années ont ignoré leurs réclamations avec l'argument qu'ils étaient au service du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) [7]. De son côté, chaque fois que le Front s'est approché d'eux, c'était pour tirer profit de leur organisation. Il y a quelques mois, le FSLN a amené un camion plein d'ananas à l'Assemblée nationale. Ce geste humanitaire cachait d'autres intentions qui ont été exposées sans fard : si les paysans appuyaient le Front dans la prise de camions et la fermeture de rues, le parti s'engageait à les approvisionner en produits venant de mairies sandinistes.

Comme le dit José, « les gens avec lesquels nous avons lutté coude à coude pendant la révolution sont ceux là même contre lesquels nous nous battons aujourd'hui. C'est pour ça que nous cherchons à nous écarter de toute bannière politique, parce que nous savons que nous ne nous battons pas pour un siège à l'Assemblée, mais pour qu'on nous garantisse une prise en charge médicale et une mort digne. »

#### Des enfants, des femmes et des transnationales

Sandra Elisa est la plus jeune des filles de Digna et José . Elle a 11 ans et a une hépatite. Des enfants comme elle, il y en a près de 70 qui vivent à Ciudad Nemagon, jouant à deux mètres de l'avenue, entre les ordures du campement lui-même et le regard apathique des passants et des automobilistes. Ils grandissent ici, supportant la faim comme leurs parents, se mouillant comme eux quand il pleut et souffrant de la chaleur due aux toits en plastique noir des cabanes. Ils cohabitent tous là, ceux qui sont sains et ceux qui ont hérité des maladies de leurs parents, comme la fille de Nimia Regla, qui est née avec une malformation de la jambe gauche. Nimia a emballé des bananes à la Candelaria pendant deux ans, maintenant elle présente des écorchures sur la peau et elle a le dos et la poitrine

couverts de taches. Son mari est mort d'un cancer il y a plusieurs mois. Elle est une veuve de plus, s'ajoutant aux centaines d'autres qui ont perdu leur époux pour des raisons liées au Nemagon. Une mère de plus qui doit se procurer des traitements médicaux coûteux pour s'occuper de sa propre santé et de celle de ses enfants. Et une de plus dans les milliers de femmes engagées par les compagnies bananières pour travailler dans de très mauvaises conditions pour un salaire de misère.

« Nous sommes de la ferraille, dit-elle. Avec mes 53 ans, avec ma petite fille malade et tant de souffrances il est impossible d'obtenir un travail. Si vous voulez travailler, la première chose qu'on vous demande, c'est de faire des examens. Si vous vous révélez être atteinte par les produits chimiques, ils ne vous engagent plus. Si vous allez voir une autre entreprise, on vous demande votre examen de santé. On refuse toute personne qui va chercher du travail et qui a une créatine élevée ou du Nemagon dans le sang. Si nous ne mourons pas de maladie, nous allons mourir de faim. »

Les enfants et les femmes sont un sujet délicat pour l'opinion publique. Quand une transnationale touche n'importe lequel de ces groupes, considérés comme vulnérables, il est presque certain que la couverture médiatique engendrera un mouvement d'opinion défavorable à cette entreprise. C'est pour cela que les compagnies dépensent des millions pour blanchir leur image avec des campagnes publicitaires destinées à présenter un visage de l'entreprise attirant, conscient écologiquement, engagé socialement et responsable en matière de conditions de travail. Et pendant qu'on fait avaler ce mensonge au public, elles donnent des millions de dollars à des avocats qui savent uniquement faire durer éternellement les procédures, et au lieu d'indemniser les dommages causés aux personnes et à l'environnement, les compagnies utilisent leur pouvoir pour rendre sans effet la seule loi qui protège les paysans nicaraguayens.

La Dow Chemical exerce, depuis la Chambre de commerce des Etats-Unis, une énorme pression pour l'élimination de la loi 364. Grâce à son pouvoir, la Dow a introduit un avenant au quatrième amendement du TLCCA qui permet aux investisseurs de lancer des procédures de compensation contre les Etats contractants s'ils considèrent qu'une loi du pays ou une sentence émise par des juges locaux viole le principe de « traitement juste et équitable ». Comme l'a remarqué récemment Gustavo Antonio Lopez dans le journal nicaraguayen La Prensa, « bien que le texte du traité ne se réfère pas spécifiquement à la loi 364, une fois ratifié par l'Assemblée quelques normes de régulation de l'investissement étranger permettraient la neutralisation de cette loi. »

Ce traitement « juste et équitable » que demandent les entreprises transnationales pourrait être une plaisanterie si les plaignants n'étaient pas des paysans pauvres. La capacité de l'Etat nicaraguayen à exercer une pression dans les négociations du TLCCA est presque nulle. Que pourrait offrir le deuxième pays le plus pauvre d'Amérique latine si ce n'est une main d'oeuvre pas chère et des facilités pour l'investissement ? Pendant ce temps, la Dole Food a offert cette année d'investir de nouveau au Nicaragua si le gouvernement retirait les plaintes à son encontre pour l'utilisation de pesticides. Ce genre d'offres et arrangements extrajudiciaires fait enrager les personnes affectées qui observent la façon dont on essaie de faire table rase de leurs vies.

A la recherche de la misère humaine

Une fois de plus les paysans se retrouvent dans l'oeil du cyclone, insérés de force dans la logique du capitalisme et de la globalisation, du côté des moins privilégiés. Leur seul péché

est d'être nés pauvres sur des terres qui étaient aptes à la production massive de bananes. Dans une société comme celle du Nicaragua, fortement polarisée, plongée dans la pauvreté et désabusée par des années de corruption et d'opportunisme politique, les changements réclamés par la base semblent aujourd'hui plus éloignés que jamais.

Il est sept heures du soir à Ciudad Nemagon et le soleil commence à se coucher. Un garçon qui semble étranger s'approche du campement et prend des photos. Nimia m'appelle et me dit que les personnes les plus touchées sont à Chinandega, celles qui ne peuvent pas venir parce qu'elles marchent à grand-peine. Quelques journalistes et curieux veulent emporter dans leur pays un souvenir tordu de la misère humaine qui habite au Nicaragua. Ils ne s'approchent que pour voir si le Nemagon a véritablement transformé les paysans en monstres. Mais Nimia me dit, « à ces gens qui viennent avec l'appareil photo en mains et partent directement à Chinandega, je dis de ne pas aller si loin, que la misère humaine ils peuvent la trouver aussi à Managua, à l'Assemblée nationale, ou aux Etats-Unis, où les responsables de notre tragédie se promènent tranquillement dans la rue. » En effet, là-bas, ceux qui ont empoisonné impunément des milliers de travailleurs et ont pollué l'environnement profitent de leur liberté. C'est là-bas que se trouvent les responsables des fausses couches et des enfants nés avec des difformités. C'est là que se trouvent ceux qui ont condamné des milliers de paysans à une mort lente. « Alors vous, dites-moi, demande Nimia, s'il est vraiment nécessaire d'aller à Chinandega pour connaître la misère humaine ? »

#### NOTES:

[1] En mai 2004, les gouvernements du Costa Rica, du Salvador, du Guatemala et du Honduras signaient un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, auquel s'est joint la République dominicaine en août 2004. Pour entrer en vigueur, l'accord devait être ratifié par les parlements nationaux. Ce qui est maintenant chose faite après la ratification de justesse de l'accord à la Chambre des représentants états-unienne le 28 juillet dernier.

Consultez le dossier « Amérique centrale : sous la coupe du libre-échange » sur RISAL (ndlr).

[2] Consultez le dossier « La Révolution sandiniste, 25 ans après » sur RISAL (ndlr).

[3] A voir : le reportage photo « Les oubliés de Chinandega » de Jérôme Sessini sur In Visu (ndlr).

[4] Lire La révolution verte sur WIKIPEDIA (ndlr).

[5] Lire Les nématodes sur le site de l'Institut national de recherche agronomique (ndlr).

[6] Il est né avec la formation de la peau non achevée (ndlr).

[7] Lire Sergio Ferrari, « Il existe deux sandinismes » - Interview de Mario Malespin, dirigeant syndical, RISAL, juillet 2004 (ndlr).

Traduction : Cathie Duval, pour RISAL ([www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net)).

La source originale de cet article est [La Jornada \(original en espagnol\)](#)

Copyright © [Jesus Ramirez Cuevas](#), [La Jornada \(original en espagnol\)](#), 2005

---

Articles Par : **Jesus Ramirez Cuevas**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)